Info Birmanie
74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél : 01 46 33 41 62

Les Nouvelles de Birmanie

OCTOBRE 2009

SOMMAIRE :

• **Actualités :**

Aung San Suu Kyi rencontre des diplomates étrangers et un officiel de la junte

L'UE vote une nouvelle enveloppe financière pour l'aide humanitaire en Birmanie

Tensions à la frontière ouest avec le Bangladesh

Déceptions suite au sommet de l'ASEAN

Soutien du Timor pour un embargo sur les armes

• **Eclairage :**

Naypyidaw, capitale fantôme

• **L'opposition birmane :**

Le CRPP

• **Portrait**

Min Ko Naing

• **Passons à l'action**

Marche mondiale pour la paix et la non-violence: le 8 novembre à Paris

• **Evènements**

17 novembre à Malakoff (92)

3 décembre à Pau (64)

10 décembre à Bourges (18)

• **Chronique littéraire**

Une odyssée birmane, de Pascal Khoo Thwe

• **Nous soutenir, nous rejoindre**

Edito

Mardi 3 novembre 2009, Kurt Campbell est le plus haut dignitaire américain à se rendre en Birmanie depuis Madeleine Albright en 1995. Avant son départ, il déclarait au Congrès des Etats-Unis : « *Un jour, une nouvelle génération de leaders prendra le pouvoir en Birmanie* ».

Les réactions à l'annonce du changement de politique américain sont mitigées en Birmanie. Comme si le peuple birman avait appris à ne plus espérer. La joie que suscitait une « intervention de l'Occident » en 1991 semble désormais sagement contenue tant les risques sont grands.

En 1991, lorsque le Prix Nobel de la Paix a été décerné à Aung San Suu Kyi, les habitants de Rangoon ont appris la nouvelle avec espoir et jubilation. Ils voyaient dans la récompense une réprimande retentissante adressée au régime birman. Le régime a dénoncé le prix comme une interférence de l'Occident dans les affaires internes de la Birmanie et sévèrement réprimé les manifestations populaires en l'honneur de la nouvelle héroïne.

A l'image d'Aung San Suu Kyi, le lauréat de cette année va devoir prouver son mérite. Son administration a annoncé en septembre un changement d'orientation dans sa politique à l'égard de la Birmanie. Peu après, la junte au pouvoir autorisait Aung San Suu Kyi à rencontrer trois représentants des diplomaties occidentales. Le peuple birman n'est pas dupe. Ce léger changement d'attitude ne rehausse en rien ses espoirs. Il semble surtout s'inscrire dans une stratégie bien rodée par les généraux : quelques occasionnelles déclarations de bonnes intentions pour adoucir les critiques internationales, tandis que la répression brutale de l'opposition est continue.

Pourquoi permettre de telles entrevues quelques jours seulement après avoir confirmé la condamnation d'Aung San Suu Kyi à 18 mois d'assignation à résidence et donc son incapacité à participer aux prochaines élections ?

Sous couvert d'un semblant d'ouverture les généraux gèrent parfaitement leur affaire. Alors que la presse et des leaders louaient l'espoir permis par ces rencontres, personne ne soulignait l'interdiction catégorique faite à Aung San Suu Kyi de rencontrer les membres de son propre parti, la Ligue Nationale pour la Démocratie. Une autre stratégie discrète mais immuable des généraux, diviser pour mieux régner.

Bonne lecture,

L'équipe d'**Info Birmanie**

Aung San Suu Kyi

Aung San Suu Kyi rencontre ministre et diplomates

Les généraux birmans ont autorisé la tenue de deux rencontres entre Aung San Suu Kyi et un ministre (« Minister for relations ») du gouvernement, Aung Kyi. Ces rencontres sont intervenues après qu'Aung San Suu Kyi a envoyé une lettre au chef de la junte, le Général Than Shwe. Dans cette lettre, elle émet des suggestions quant aux moyens de faire lever les sanctions qui pèsent sur la Birmanie.

La première de ces rencontres a eu lieu le lendemain du rejet par la Cour de Rangoon de l'appel d'Aung San Suu Kyi. Ce rejet confirmait sa condamnation à 18 mois d'assignation à résidence et donc son éviction des prochaines élections. En permettant ces rencontres, la junte semble opérer un revirement étonnant. On constate pourtant qu'il correspond au récent changement d'attitude de la politique étrangère américaine et donc probablement à une volonté de la junte de laisser entrevoir des signes d'ouverture.

Aung San Suu Kyi a également pu rencontrer trois diplomates occidentaux en poste à Rangoon. Selon Tant Nyan Win, porte-parole de la LND, elle leur aurait demandé des précisions sur les sanctions économiques à l'encontre de son pays. A l'issue de la rencontre, les diplomates se sont dits optimistes et voient dans ces rencontres des débuts de dialogue constructif.

De nombreux observateurs restent toutefois sceptiques, sachant que Than Shwe n'a, par le passé, jamais fait de réelles concessions et il n'y a —pour l'instant — pas de raison de croire qu'il en fera. Il paraît probable que cette opération soit principalement destinée à adoucir les critiques internationales, plutôt qu'amorcer un réel changement de cap.

Aung San Suu Kyi mécontente des restrictions de la junte

Aung San Suu Kyi a exprimé son mécontentement quant aux restrictions sur les visites qui lui sont autorisées dans le cadre de son assignation à résidence. Elle a dénoncé, par la voix d'un de ses avocats, les atteintes à ses droits. Aung San Suu Kyi demande notamment à pouvoir rencontrer ses avocats et son architecte (à propos de sa maison endommagée). Elle a déclaré que les autorités n'avaient pas le droit de l'en empêcher. Les termes de sa nouvelle assignation à résidence sont moins lourds que la précédente et l'autorisent à quelques visites et à avoir accès aux médias officiels du régime. Elle reste en revanche incapable de participer à la vie politique du pays.

L'appel présenté par ses avocats suite à sa condamnation en août dernier a été rejeté le 2 octobre. Ils envisagent maintenant de se rendre devant la Cour suprême pour plaider la cause de leur cliente.

Aide Humanitaire

L'Union européenne vient de s'engager à allouer en aide humanitaire la somme de 35 millions d'Euros, au travers d'un fond appelé LIFT qui permettra le financement en Birmanie de projets de sécurité alimentaire et de subsistance. L'Union européenne espère que certains pays (Grande-Bretagne, Australie, Pays-Bas, Suède, Danemark) apporteront leur contribution individuelle pour atteindre l'objectif de 100 millions d'Euros, à destination des familles vulnérables birmanes.

Ce nouveau fond permettra aux ONG internationales de mener des programmes d'assistance dans diverses zones du pays, notamment les régions frontalières Chin, Rakhine, Shan et Kachin et de s'attaquer ainsi à la pauvreté endémique et aux terribles difficultés auxquelles la population birmane fait face.

L'ambassadeur régional européen, M. David Lipman, a précisé qu'« en vertu des règles strictes encadrant la délivrance d'aide humanitaire en Birmanie, aucun Euro ne sera donné directement au gouvernement ».

L'Union européenne est l'un des principaux donateurs pour l'aide humanitaire en Birmanie. Depuis l'an passé, l'Union européenne a contribué à près de 60% au budget global d'aide humanitaire pour les victimes du cyclone Nargis.

Minorités ethniques

Tensions à la frontière Bangladesh-Birmanie

Pour lutter contre le trafic transfrontalier, l'armée birmane a entrepris depuis le début du mois d'octobre la construction d'une barrière de barbelés sur sa frontière avec le Bangladesh, projet qu'elle avait amorcé en février dernier, puis interrompu au mois d'avril pour initier des pourparlers avec les autorités de Dhaka. Le Bangladesh affirmant que cette barrière viole le droit international, creuserait aujourd'hui des bunkers le long de sa frontière selon des sources de la Democratic Voïce of Burma. De part et d'autre, les autorités respectives ont accru leurs unités militaires et se préparent à un éventuel conflit armé.

Le Bangladesh et la Birmanie se disputent également leurs territoires maritimes, en baie de Bengale. Le 19 octobre, les troupes de l'armée birmane jouant la carte de la provocation ont notamment confisqué leur bateau à plusieurs pêcheurs bangladais, bien qu'ils fussent dans les eaux du Bangladesh. Les navires militaires des deux pays se font désormais face, même si, interrogé le 18 octobre quant à ce déploiement de forces armées, le Ministre bangladais des Affaires étrangères a annoncé qu'il ne s'agissait que de patrouilles de routine. Des discussions diplomatiques sont actuellement en cours entre les deux pays, mais le Bangladesh n'est pas prêt à abandonner une once de terrain. Les habitants de cette région frontalière, déjà sous le coup d'un renforcement de la militarisation de leur région, craignent cet éventuel conflit, et surtout que l'armée birmane sème de nombreuses mines antipersonnel.

Le Bangladesh et la Birmanie partagent une frontière de 320 kms. De nombreux Rohingyas de Birmanie travaillent illégalement à Chittagong. Depuis la construction de la barrière de barbelés, il y a au moins 40 déportations quotidiennes de ces travailleurs illégaux vers la Birmanie. Chris Lewa, coordinateur de Arakan Project, craint que tous les réfugiés Rohingyas non enregistrés ne soient renvoyés en Birmanie avant la fin de cette construction.

La nouvelle constitution garantit l'immunité des généraux

Après les élections prévues pour 2010, la nouvelle constitution entrera en vigueur. Selon un rapport de l'International Center for Transitional Justice, la constitution consacrera la culture d'impunité qui a permis à la junte de perpétrer une multitude de crimes et d'abus depuis deux décennies. La constitution contient plusieurs clauses qui protègent le régime contre d'éventuelles poursuites pour crimes de guerre par exemple.

Les nombreuses exactions perpétrées par les militaires birmans sont maintenant connues de tous et notamment des Nations unies. Le rapport de l'International Center for Transitional Justice souligne même que plusieurs enquêtes menées par des rapporteurs spéciaux de l'ONU prouvent que « les viols ne sont pas simplement commis par des éléments isolés de l'armée mais résultent d'une véritable stratégie ». Le rapport analyse qu'au vu du degré d'impunité dont jouissent les criminels, celui-ci ne peut que provenir d'un soutien institutionnel.

Deux articles de la nouvelle constitution certifient que les militaires ne peuvent être tenus responsables de crimes perpétrés par le passé à l'encontre de la population civile. En bref, ces articles considèrent que tous les agissements des militaires visent à favoriser l'application de la constitution et ne sont donc pas condamnables.

Nations unies et Communauté internationale

L'Asean remet ses oeillères

Au dernier sommet de l'Asean en Thaïlande, le Premier ministre birman, le Général Thein Sein a déclaré aux leaders asiatiques qu' Aung San Suu Kyi pouvait « jouer un rôle » dans le processus de réconciliation nationale.

Les représentants asiatiques se sont illustrés par leur manque de perspicacité et d'exigences vis-à-vis de la Birmanie et ont été très critiqués par les militants présents sur place. Le Premier ministre thaïlandais a ainsi déclaré que le général birman leur avait fait part des dialogues existants et s'est dit optimiste quant au sort d'Aung San Suu Kyi. D'autres leaders asiatiques ont évoqué une atmosphère d'espoir et ont salué le nouvel engagement américain.

Cependant, les neufs pages du rapport final du sommet ne contiennent que trois lignes sur la Birmanie dans lesquelles les dirigeants asiatiques disent « *espérer des élections juste, libres et transparentes* ». Le nom d'Aung San Suu Kyi n'est pas mentionné.

Le Sommet s'était pourtant ouvert avec l'inauguration du premier organe pour les droits de l'homme de l'Asean (Asean Intergovernmental Commission on Human Rights, AICHR), salué comme historique par les dirigeants. Les activistes des droits de l'homme déplorent eux, le peu d'engagements pris sur la Birmanie. Les nations de l'Asean, dont certaines ne sont pas exemplaires en matière de respect des droits de l'Homme, se sont en effet montrées peu enclines à condamner la Birmanie. La nouvelle approche de la politique étrangère américaine semble également soulager la pression qui pesait sur l'Asean pour pousser aux réformes en Birmanie. Pourtant, « *l'Asean ne peut maintenir sa crédibilité en courbant l'échine devant les leaders birmans* » a déclaré un expert du dossier birman de l'organisation Human Rights Watch.

Des activistes interdits de participer aux débats

Le lancement de la Commission des droits de l'Homme a été entaché par l'interdiction faite à des activistes de Birmanie, du Cambodge, du Laos, des Philippines et de Singapour de participer au débat. Ils se sont dits très déçus mais pas surpris. « Maintenant que le procès est terminé, l'Asean ignore de nouveau la question birmane » a déclaré Khin Ohmar, une représentante du Réseau pour la Démocratie et le Développement. La junte birmane a parrainé 15 représentants d'organisations. La junte entend en fait nominer ses propres représentants et a refusé d'avoir des représentants issus du domaine des droits de l'Homme. Le Général Thein Sein a en plus déclaré qu'il boycotterait le meeting si la Thailande proposait à des groupes birmans en exil d'avoir des représentants au prochain sommet de l'Asean en février. Des organisations birmanes se sont vues notifiées leur interdiction de participer au prochain sommet.

Le Président du Timor-Leste appelle à un embargo sur les armes à destination du régime militaire birman

La pression internationale s'est intensifiée une nouvelle fois à l'égard de la junte birmane, suite à l'appel lancé au Conseil de Sécurité de l'ONU par le Président du Timor-Leste pour la mise en oeuvre d'un embargo mondial sur les armes.

Le Dr. Jose Ramos Horta a justifié dans un communiqué cet appel en rappelant les divers évènements tragiques qui se sont déroulés en Birmanie au cours des deux dernières années : la répression violente des manifestations emmenées par les moines bouddhistes en 2007, le référendum constitutionnel, les offensives militaires qui se multiplient contre les populations civiles dans l'Est du pays, et le procès et la privation de liberté d'Aung San Suu Kyi.

« Les évènements au cours des deux dernières années ont choqué le monde. Chacun de ces exemples illustre les abus des droits de l'homme et la crise politique et humanitaire profonde que traverse la Birmanie. En tant que Président de la République démocratique du Timor-Leste, j'appelle les membres du Conseil de Sécurité à considérer sérieusement cette question, et d'adopter une résolution imposant un embargo mondial sur les armes à destination de la Birmanie. » a déclaré José Ramos Horta. « Il ne peut y avoir de justification à vendre des armes à un régime qui ne fait face à aucune menace extérieure, et qui utilise son armement uniquement à l'encontre de sa propre population. » a-t-il ajouté, rappelant que « l'engagement et le dialogue de haut niveau, combiné à une pression ciblée, sont requis pour amener les généraux à la table des négociations. »

Info Birmanie accueille très favorablement cette déclaration, se réjouit de la prise de position du premier pays asiatique sur cette question, et appelle les autres membres de l'ASEAN à suivre l'initiative du Timor-Leste et soutenir publiquement la mise en place d'un embargo sur les armes en Birmanie.

Eclairage

Ce mois ci: Naypyidaw, capitale fantôme

Il y a quatre ans, à la date très précise - et teintée de mysticisme - du 11 novembre 2005, à 11 heures du matin, les 11 premiers dignitaires du régime suivis de 1 100 soldats issus de 11 bataillons ont été transférés du jour au lendemain à Naypyidaw. Le généralissime Than Shwe, délaissant Rangoun, avait fait bâtir en secret cette nouvelle capitale pendant trois ans, à 320km du nord de Rangoon, pour officiellement jouir d'une position plus centrale dans le pays. Les analystes avaient pour leur part évoqué une peur paranoïaque du régime, qui craint constamment d'être renversé et prend ses décisions politiques sous influence de l'astrologie.

Une fois de plus, le gouvernement birman, prétextant une coutume qui veut que les anciens rois se construisent une nouvelle capitale (Naypyidaw signifie "cité des rois") prenait en otage le sort du peuple birman. Des milliers de fonctionnaires ont été contraints de déménager de Rangoon à Naypyidaw du jour au lendemain, abandonnant leur famille. Sans compter le sort des habitants restés à Rangoon, qui assistent progressivement au naufrage de leur ville, qui s'enfonce dans la négligence et le déclin : rues impraticables, réseau électrique capricieux, ordures ménagères accumulées, égouts bouchés, feux de circulation en panne et délinquance accrue sont le lot quotidien des habitants de Rangoon.

Quatre ans plus tard, Naypyidaw, la nouvelle capitale sans âme de la Birmanie, manque encore des infrastructures de base. Seules celles que la junte juge nécessaire ont vu le jour: un gigantesque zoo avec un abri climatisé pour pingouins, un musée de pierres précieuses et quatre terrains de golfe, le sport favori du Générale Than Shwe !

4 ans après, retour sur l'émergence d'une ville fantôme

Depuis un peu plus de 3 ans, May Thet, 27 ans, travaille dans la "Cité des Rois" comme employée au Ministère de la Planification Nationale et du Développement Economique. Elle, qui travaillait et étudiait à Rangoon auparavant, n'a pas réellement eu le choix de déménager à l'annonce du transfert. "On m'a demandé de déménager. Je n'avais aucune idée de ce à quoi ressemblait Naypyidaw, personne ne le savait d'ailleurs, mais je ne voulais pas perdre mon travail. 10 jours après l'annonce, j'ai du déménager toutes mes affaires là-bas," se souvient May Thet.

A la gare de la nouvelle capitale, le paysage change du tout au tout et semble irréel. D'un vert pastel, la cité ressemble à une ville en plastique, en modèle réduit : des bâtiments en enfilade, équidistants les uns des autres, sont peints à la couleur des ministères pour lesquels travaillent leurs occupants : bleu pour la Santé, vert pour l'Agriculture et ainsi de suite. Les appartements sont regroupés par grade et de par statut marital. Dans son appartement flambant neuf de la zone réservée aux femmes seules, dont les murs sont déjà fissurés par le dernier séisme, May Thet constate : « même s'ils disent que nous n'aurons pas à payer de loyer, nos factures d'électricité sont très élevées depuis l'an dernier ; sans parler de l'incroyable hausse des taxes".

Au loin, de petits palais servent de logements pour les généraux. La beauté en Birmanie se mesure à la quantité de ciment utilisée à la place de la paille et du bambou. Et, à Naypyidaw, on n'a pas regardé à la dépense pour les logements des généraux. Le coût total pour la construction de cette nouvelle capitale reste inconnu, mais un homme d'affaire du coin a estimé à 2 millions de dollars le coût de construction d'une maison accueillant les hauts généraux, au nombre d'au moins 50 dans la ville.

Suite la page suivante

Eclairage

Naypyidaw, capitale fantôme (suite)

Malgré ces investissements, et alors que la plupart des villes asiatiques fourmillent, Naypyidaw, d'un calme plat, est plongée dans un silence de plomb. Le gouvernement maintient qu'environ un million de personne y vivent, mais à l'exception des ouvriers du bâtiment et des fonctionnaires, qui n'empruntent que très rarement les larges routes à 4 ou 6 voies délimitant les habitations, la ville semble désertée. Quasiment aucun transport public n'emprunte les boulevards, et seuls quelques motocyclettes et calèches éparses accompagnent occasionnellement les convois bruyants de voitures aux vitres teintées des généraux.

L'isolation semble être ce que cherche le pouvoir en place. Des milliers de fonctionnaires ont du se résigner à vivre en quasi autosuffisance, les commerces de proximité et restaurants étant cruellement absents. Pas d'étal de nourriture à tous les coins de rue, comme à Rangoon. Le marché de Myowma et les deux stands de barbecue de la « zone de restaurants » sont les seuls endroits animés de la ville. Compte tenu des faibles salaires des fonctionnaires, le secteur privé boude Naypyidaw qui représente un marché sans réel potentiel. Jamais à cours d'idées, et dans un souci d'image, la junte contraint donc certains propriétaires d'hôtel à s'installer dans la ville. « Il y a des choses qu'on ne peut pas refuser » confie un homme d'affaire birman.

Pour remplacer les talkies-walkies utilisés par les militaires, la junte vient d'y autoriser la mise en place du premier réseau de téléphonie mobile. Bien faible consolation pour May Thet, qui avec son salaire mensuel de 20 dollars par mois, est loin de réunir les 1 500 dollars nécessaire pour payer le droit d'entrée. En revanche, elle se préoccupe davantage du fait de ne pas être autorisée à installer une ligne de téléphone privée à l'intérieur de son appartement ; « nous sommes coincés ici » déplore-t-elle.

Même si l'interdiction pour les fonctionnaires de faire venir leurs familles a été levée par la junte l'année dernière, la plupart d'entre eux refuse de leur imposer une vie recluse dans une oasis sous contrôle et séparée du reste du pays. Seuls les technocrates chinois, russes et indiens, qui fixent les prix des matières premières avec les généraux, se sentent chez eux à Naypyidaw.

De la ville aux avenues désertiques et à l'activité embryonnaire, on peut apercevoir au loin les logements des chefs de la junte vivant à 11km de la capitale. Il est strictement interdit de visiter cette zone, qui, parait-il, dispose d'un réseau de tunnels et bunkers. Les taxis refusent d'y aller sous peine d'y laisser leur peau. A l'abri dans un palace comptant plus de 100 pièces, Than Shwe semble se protéger autant des envahisseurs étrangers que de son propre peuple. Si la capitale arrive un jour à remplir ses espaces vides, si elle développe un jour les infrastructures de base nécessaire à son fonctionnement, ses habitants semblent en douter. Il y a de fortes chances qu'elle ne reste à jamais qu'une base militaire coupée du monde. En attendant, c'est ici que se trouve l'argent.

Sources :

- *Une capitale à ciel fermé*, publié dans Courrier International (article originel de La Republicca, Italie)
- *Living in a ghost town*, publié dans le Bangkok Post (Thaïlande)
- *Rangoon, une ville à l'abandon*, publié dans Courrier International (article originel de l'Irrawaddy)

L'opposition birmane

Ce mois ci: le Comité représentatif du Parlement populaire - CRPP

Le Comité représentatif du Parlement populaire (Committee Representing People's Parliament – CRPP) a été fondé le 16 septembre 1998 par la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). 251 parlementaires élus en 1990 ont apporté leur signature de soutien. Le CRPP a été créé en raison du refus répété du SPDC (nom de la junte) de reconnaître les résultats des élections générales de 1990 remportées par la LND à plus de 80%.

(de gauche à droite) Premier rang: U Lwin, U Aye Tha Aung, U Aung Shwe, U Than Tun, U Tin Oo, Second rang: U Hla Pe, U Soe Myint, U Lun Tin, U Nyunt Wei, Daw Aung San Suu Kyi

La réponse de la junte birmane à la formation du CRPP fut immédiate. 110 parlementaires furent arrêtés, parmi lesquels l'ensemble des leaders ethniques – un seul membre, Aye Tha Aung, resta en liberté – et des élus de la LND, dont les membres du comité exécutif furent placés en résidence surveillée. Près de 43 bureaux locaux de la LND furent fermés fin 1998.

Le régime militaire a ensuite établi comme pré-condition à toute ouverture de dialogue avec l'opposition la dissolution du CRPP. Les activités du CRPP ont souffert de ces vagues d'arrestations mais la libération d'élus de 1990 au début du millénaire a permis au Comité de se développer avec l'arrivée de nouveaux membres. En effet, si la LND est à l'origine de cette structure, le CRPP n'est uniquement composé de membres du parti démocrate car sa fonction est de réunir et représenter l'ensemble des partis politiques vainqueurs des élections ainsi que les représentants ethniques, avec comme objectif commun, le retour de la démocratie et de la paix en Birmanie. L'ensemble des membres utilisent la légitimité et le pouvoir procurés par leur élection en 1990 en tant que députés. Toutes les composantes du comité ont ainsi un rôle égal et un droit de vote identique dans le processus de décision. Cette structure a été progressivement marginalisée, les Nations Unies décidant de baser le dialogue avec les militaires sur la seule personne d'Aung San Suu Kyi. Les membres du CRPP ont soutenu cette démarche essentielle pour la réconciliation nationale, ralentie par la mise en résidence surveillée d'Aung San Suu Kyi en 2003 après l'attaque de Depayin.

Certaines divergences de points de vue et d'idées ont émergé sur la poursuite de la mission du CRPP, alors que le processus de dialogue s'enfonçait dans l'impasse. Si tous s'accordent sur l'objectif ultime, étant l'abolition du pouvoir militaire et l'émergence de la démocratie, les responsables du CRPP s'interrogent sur les stratégies d'ouverture (dialogue) et de fermeté (pressions) pour amener la junte à la table des négociations. Le Comité reste un élément central et pertinent dans le paysage politique birman puisque son rôle est de faire respecter le résultat des élections de 1990 et ainsi de permettre de faire émerger le Parlement populaire selon les vœux exprimés de la population birmane.

La Révolution safran de septembre 2007 puis la tenue d'élections générales en 2010 ont offert un contexte propice au Comité pour s'exprimer sur la situation politique actuelle. Ainsi le CRPP a notamment fait les déclarations suivantes:

- Appelle le SPDC à se conformer pleinement et immédiatement aux recommandations faites par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et appelle la communauté internationale à mettre en place des pressions économiques et diplomatiques sur la junte birmane pour que cette dernière coopère pleinement avec les Nations Unies et les forces démocratiques menées par Aung San Suu Kyi.
- Déclare que ses membres n'acceptent et ne reconnaissent pas la Constitution nationale du SPDC, écrite sans la participation de la LND et des représentants des partis ethniques et sans prendre en compte les attentes et souhaits des nationalités ethniques.
- Demande que le Conseil de Sécurité vote une résolution à valeur contraignante à l'encontre du régime birman pour qu'il se conforme à ses recommandations et renforce le mandat du secrétaire général Ban Ki-moon.
- Déclare que le SPDC n'est pas un gouvernement légitime car il n'a ni la compétence ni l'autorité pour voter des lois et prendre des décisions politiques puisque que les représentants du peuple élus en 1990 ne sont pas réunis en parlement.
- Appelle les différents gouvernements à stopper immédiatement la vente d'armes et de systèmes intelligents au SPDC et d'appuyer au Conseil de sécurité une résolution mettant en place un embargo sur l'ensemble des armes ainsi que des sanctions financières et bancaires contre le régime birman.
- Demande au gouvernement chinois d'arrêter de protéger le régime militaire birman et de commencer à coopérer avec les membres du Conseil de Sécurité pour un changement positif en Birmanie avec tous les partis politiques ainsi que pour un processus démocratique.
- Ne reconnaît pas la Constitution honteuse rédigée par la junte militaire.
- Est résolu à ne jamais reconnaître pour aucune raison et dans aucune circonstance le résultat des prochaines élections générales qui vont se tenir en 2010.
- Déclare qu'un pays démocratique se matérialise uniquement quand le Parlement et ses représentants élus par le peuple peuvent se réunir car ils sont les seuls légitimes à exprimer ses attentes.
- Est résolu à demander un arrêt immédiat des incarcérations et arrestations des représentants du peuple élus en 1990 ainsi que la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

Pour aller plus loin : www.ncgub.net (site du gouvernement birman en exil)

Portrait

Min Ko Naing

PHOTO: AFP

Min Ko Naing, 47 ans le 18 octobre 2009, condamné à 65 ans et demi de prison en novembre 2008

Dimanche 18 octobre, le leader activiste Paw Oo Tun, alias Min Ko Naing, a fêté son quarante-septième anniversaire en prison. Il est détenu à la prison de Kengtung dans l'Etat Shan. Les membres de la All Burma Federation of Student Unions (ABFSU) ont commémoré son anniversaire en distribuant des pamphlets sur les marchés et dans les écoles. Des étudiants ont participé à une « Campagne blanche » à l'image de celle organisée il y a quelques années par Min Ko Naing et Ko Ko Gyi, un autre leader du mouvement. Les étudiants ont marché dans les rues de Rangoon en portant et en distribuant des t-shirts blancs. A Mae Sot, à la frontière thaïlandaise, des étudiants membres de la ABFSU ont organisé une fête d'anniversaire pour Min Ko Naing au cours de laquelle ils ont lu sa biographie. Egalement en Thaïlande, l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques (AAPP) a publié le roman de Min Ko Naing "Naut Kyi Man" (*Back View Mirrors*). Le porte-parole de l'organisation a souligné les talents d'écrivain de Min Ko Naing en appelant les jeunes birmans à lire et à s'imprégner de l'œuvre du leader démocrate. Zar Ni, porte-parole de la All Burma Federation of Student Unions, évoque lui son leadership et son courage pour décrire sa personnalité. Min Ko Naing s'est aussi illustré par son dévouement à son pays et par son altruisme vis-à-vis de ses camarades de lutte se montrant toujours plus concerné par leur sort que par le sien.

Motifs de condamnation

- **Délit relatif à la loi sur les associations illégales** (unlawful association Act ; 17/20, 17/1)
- **Outrage à l'Etat** (Penal code, 130/b)
- **Délit relatif à la loi interdisant tout commentaire ou critique sur les travaux ou le fonctionnement de la Convention nationale** (5/96(4)
- **Atteinte à l'ordre social** (Penal code, 505/b)
- **Délit relatif à la loi sur les transactions électroniques** (Electronic Transactions Law, 33/a)
- **Délit relatif à la loi sur la vidéo** (Video Act, 32/b/36), 24/1, 6, 228
- **Mépris de la Cour** (Penal Code, 228)
- **Délit relatif à la possession de devises étrangères** (Law Amending the control of money, 24/1)
- **Délit relatif à la constitution d'une organisation sans autorisation** (Organisation of Association Law, 6)

Min Ko Naing était déjà connu et apprécié de la population birmane avant le soulèvement de 1988 et était reconnu pour ses satyres sur la mauvaise gestion du gouvernement. Dès 1985, il établit clandestinement, avec d'autres, un syndicat étudiant en anticipation des futurs soulèvements politiques. Son surnom de Min Ko Naing, « Conqueror of Kings », est apparu pendant les soulèvements de 1988. Ses discours, interventions publiques ou poèmes en faveur d'une opposition pacifique au pouvoir militaire sont des sources d'inspiration et de motivation pour nombre d'étudiants et de manifestants. Pionnier du mouvement de 1988, lui et ses amis ont réorganisé l'Union de toutes les fédérations étudiantes de Birmanie (All Burma Student Federation Union (ABSFU)) créée par Aung San. Après que l'armée a sévèrement réprimé le mouvement populaire de 1988 et plusieurs semaines de vie clandestine, il est arrêté et condamné à 20 ans de prison en vertu d'une loi qui prévoit l'emprisonnement de ceux qui perturbent la loi, la paix et la tranquillité du pays. Au début de sa période de détention, il subit des mauvais traitements et des actes de torture. Partisan de la non-violence, poète, adepte de la méditation bouddhiste, sa détermination est restée intacte pendant ses 16 premières années de prison. A sa libération en 2004, il fonde, avec d'autres dont Htay Kywe, Génération 88. Il est arrêté avec Htay Kywe et d'autres leaders de Génération 88 en septembre 2006 en prévention contre ce que le régime nomme des risques de commotion interne, d'instabilité et de terrorisme. Le groupe Génération 88 mène campagne en faveur de sa libération et des autres prisonniers politiques ou pour inciter la population à exprimer ses sentiments avec la « Open heart campaign». Libéré en janvier 2007, Min Ko Naing est de nouveau arrêté au lendemain de la manifestation du 19 août 2007, qui a initiée la Révolution safran. Il est aujourd'hui maintenu à l'isolement (23 heures et 40 minutes par jour), souffre de graves problèmes de santé et ne reçoit pas les soins médicaux adaptés, et est détenu dans une prison éloignée de 1120 kilomètres de Rangoon, où réside sa famille. Il a reçu différents prix pour son engagement : le Civil Courage Prize en 2005, le Prix Homo Homini de la People in Need Foundation, le Student Peace Prize in 2001 et le Prix John Humphrey Freedom en 1999.

Ko Ko Gyi, Min Ko Naing, Htay Kywe participent à une chaîne humaine en Mai 2007

Pour aller plus loin:

All Burma Federation Students Union: www.abfsu.net

Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques Birmans: www.aappb.org

Passons à l'action

Le week-end des 7 / 8 Novembre, la marche mondiale pour la paix et la non-violence fait escale à Paris ! Venez nombreux avec vos amis, votre famille, vos voisins, votre association… pour exprimer votre désir de paix et votre rejet de la violence.

Dimanche 8 Novembre à 11h30 : Rendez-vous au centre de la Place de la République. Départ de la Marche festive jusqu'à la Place du Châtelet, en fanfare, en musique et en couleur, sur un ton festif et joyeux ! **14h30 :** 35, quai de la tournelle sur le bateau La balle au bond : interventions des marcheurs, de personnalités, et de responsables d'organisations dont Madame Danielle Mitterrand, Monsieur Jean-Pierre Dubois, président de la Ligue des Droits de l'homme, Monsieur Stéphane Rivière, de l'association Terralliance,…

Objectifs de la marche mondiale pour la paix et la non-violence:

- le désarmement nucléaire à l'échelle mondiale,
- le retrait immédiat des troupes étrangères des territoires occupés,
- le désarmement nucléaire à l'échelle mondiale,
- la réduction progressive et proportionnelle de l'armement conventionnel,
- la signature entre pays de traités de non-agression,
- le renoncement par les gouvernements à utiliser les guerres comme moyen de résoudre les conflits.

Retour sur…

Veillée silencieuse pour Aung San Suu Kyi, mardi 6 octobre 2009, Parvis de l'Hôtel de Ville, Paris

Mardi 6 octobre 2009, à l'initiative de Jane Birkin une veillée silencieuse pour Aung San Suu Kyi a été organisée par plusieurs organisations dont Info Birmanie. La manifestation a eu lieu en présence de Anne Hidalgo et Pierre Schapira (adjoints au Maire de Paris), d'une vingtaine d'artistes français (Jane Birkin, Marion Cotillard, Jacques Higelin, Catherine Deneuve, Zazie, Charles Berling, Arthur H, Etienne Daho….) et des représentants des associations Info Birmanie, Amnesty International, Human Rights Watch, FIDH et Ligue des Droits de l'Homme, et le collectif SOS Aung San Suu Kyi

Comme à son habitude, Jane Birkin s'est adressée aux participants avec simplicité et sincérité, les remerciant de s'être déplacés et leur rappelant que toute action même celles qui peuvent sembler les plus minimes ou ridicules avait un impact.

Elle a ensuite allumé une bougie et demandé 10 minutes de silence pour que la veillée commence. Sur le parvis de l'Hôtel de ville, une marée de petites flammes a jailli et le silence était impressionnant. Plusieurs personnes, seules ou en groupe, se sont rassemblées assises devant des portraits d'Aung San Suu Kyi devant lesquels brûlaient des bougies de toutes tailles, couleurs et types. La veillée a continué tard dans la nuit.

Le public était venu nombreux et la présence de personnalités a permis une forte mobilisation des médias.

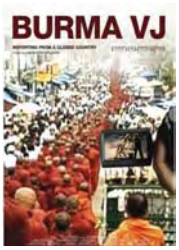
Evènements

17 novembre: projection-débat à Malakoff (92) "Aung San Suu Kyi emprisonnée, son peuple réfugié"

projection du documentaire **« Derrière la Palissade »** : Portrait croisé de trois générations de femmes karen, exilées et en lutte. Lutte pour oublier le passé taché par la douleur. Lutte pour se contenter d'un quotidien à huis clos, derrière la palissade de bambous du camp de réfugiés. Reportage d'une grande humanité tourné dans le camp de réfugiés de Mae Hla, en Thaïlande.
Projection organisée avec l'association Femmes Solidaires et en présence de Séverine Vanel, la réalisatrice, et d'Info Birmanie

Entrée libre — 20 heures
Maison de la vie associative
26 rue Victor Hugo 92240 Malakoff
métro Ligne 13 station Malakoff-plateau de Vanves; Tramway T3 station Porte Didot; Bus 191 ou 126 arrêt Pierre Larousse; Bus 194 arrêt 12 février 1934

3 décembre: projection-débat à Pau (64) "Liberté d'expression en Birmanie, communiquer sous la dictature"



projection du documentaire **« Burma VJ » :** Burma VJ place le spectateur au coeur du mouvement de la révolution safran qui a éclaté en Birmanie en 2007, en s'appuyant sur les vidéos tournées secrètement par des journalistes locaux malgré les menaces de répression. Un film qui témoigne du courage de ces reporters clandestins, et de l'importance incontestable des médias indépendants dans la lutte contre le pouvoir totalitaire birman.
Projection suivie d'un débat avec Info Birmanie et avec un étudiant de l'ESC Pau, qui a travaillé comme volontaire auprès des réfugiés birmans en Thaïlande.

Entrée: 2 € — 19 heures
Parc des Expositions : 7, Boulevard Champetier de Ribes
64000 PAU

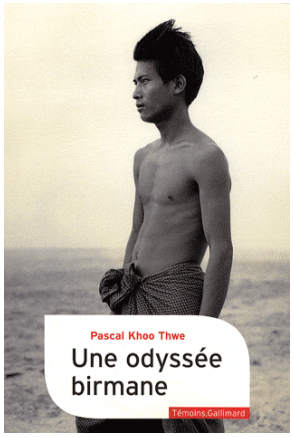
10 décembre: projection-débat à Bourges (18)

projection du documentaire **« Derrière la Palissade »** avec l'association Miroirs du Monde, suivi d'un débat avec Info Birmanie

Entrée libre — xx heures
Ecole Nationale des Beaux Arts
9 rue Edouard Branly
18000 Bourges

Chronique littéraire

Une odyssée birmane de Pascal Khoo Thwe



Une odyssée birmane est le récit autobiographique poignant d'un jeune Birman d'origine Padaung qui offre un témoignage saisissant de sa vie, et de celle de ses concitoyens, sous la dictature militaire.

Mêlant la dimension ethnologique aux facteurs politiques, cet ouvrage est à la fois une reconstitution historique des évènements politiques en Birmanie entre 1970 et 1995, et une découverte des rites culturels, religieux et communautaires d'un groupe ethnique des montagnes de l'Est de la Birmanie.

Offrant une véritable immersion dans l'univers des Padaungs, l'ouvrage s'attarde sur l'organisation clanique de cette société, sur le quotidien des villageois et leur culture, où le catholicisme côtoie l'animisme. La force des descriptions des multiples traditions, croyances, légendes et rites initiatiques produit un effet envoûtant sur le lecteur.

L'auteur relate d'abord son enfance dans son village, où il est témoin des décisions politiques fantasques du dictateur Ne Win et de la dégradation progressive des conditions de vie de son peuple. Puis le tournant en 1988, lors des grandes révoltes étudiantes, l'arrivée d'Aung San Suu Kyi dans le paysage politique birman et la répression sanglante du mouvement démocratique. Comme de nombreux autres étudiants birmans, Pascal Khoo Thwe se retrouve alors à fuir, en raison de ses prises de position contre la dictature militaire. N'ayant d'autre choix que celui de rejoindre la lutte armée, le long de la frontière birmano-thaïe, il trouve asile au sein de la résistance Karenni, l'une des nombreuses minorités birmanes qui, encore aujourd'hui, refusent la tutelle de la junte au pouvoir et mènent une insurrection contre le pouvoir central.

Dans un quotidien marqué par une extrême violence et des conditions de vie terribles, entre malaria cérébrale, repas de survie à base de rats, champs de mines et cadavres des deux camps, il faut malgré tout essayer de vivre. La littérature anglaise sera son échappatoire, grâce à un contact improbable établi quelques temps auparavant avec un universitaire anglais qui parviendra à l'extirper de cet enfer.

Au travers de son parcours personnel, l'auteur nous permet de décrypter les mouvements politiques et sociaux qui ont secoué la Birmanie à la fin des années 80 et ainsi de mieux saisir les mécanismes de dissidence et de résistance en Birmanie. Dédiée à neuf compagnons d'armes disparus, *une odyssée birmane* est également un vibrant hommage rendu à ceux qui, en Birmanie, ont mis leur vie et celle de leurs familles en péril pour défendre un idéal de liberté et de démocratie.

Une vraie leçon de vie, à mettre d'urgence entre toutes les mains.

74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: info_birmanie@yahoo.fr

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des évènements culturels.

« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre »
Aung San Suu kyi

Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Contacter Flore ou Isabelle
au 01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr